13 AVRIL 1945

COMMUNISTE INTERNATIONALISTE française IV · Internationale

TOUS

des militants syndicalistes

Solidarité immédiate!

A bourgeoisie passe à l'offensive contre la classe ouvrière. Le prix du pain augmente de près de 100 % depuis que de Gaulle est au pouvoir. Le coût de la vie croît chaque jour. Parodi bloque les salaires à des taux de misère. Sur l'ordre de Tillon, ministre de l'Air du gouvernement, LA POLICE ARRETE HUIT OUVRIERS DE CHEZ AMIOT, QUI DEMANDAIENT QUE LA C.G.T. ORGANISE L'ACTION POUR L'AMELIORATION DES SALAIRES.

Un subtil camouflage

Nous avons essayé de montrer comment la bourgeoisie, ayant usé rapidement le vernis d'illusions de la résistance et le crédit moral de son gouvernement, passe au renforcement de son appareil d'Etat bureaucratique, militaire et policier, et à l'armement des bandes fascistes. Nous avons, d'un autre côté, dénoncé le facteur de division de la classe ouvrière, donc de défaite, que contitue la calomnie (1) employée couramment par le parti communiste français, comme une arme politique. En réalité, il ne s'agit là que de deux aspects d'une même lutte réactionnaire contre la volonté d'émancipation des travailleurs. De haut en bas de la hiérarchie sociale, le même mot d'ordre est donné. Silence à la surenchère des partis. Parlons peu, travaillons, déclare le maréchal deux étoiles paraphrasant le maréchal sept étoiles. Faisons disparaitre de la C.G.T. jusqu'au mot de tendance... Travaillons d'abord, revendiquons ensuite... Pas de grè-

La bourgeoisie se défend...

Et c'est si vrai que le gouverne-ment « démocratique » n'accorde d'existence légale, parmi la presse et les partis ouvriers, qu'à ceux qui prêchent la soumission à la bourgeoisie. Sa répression cherche à frapper notre parti, après avoir interdit notre presse. Tout ceci est bien normal : la bourgeoisie se dé-fend contre un ennemi irréductible qui proclame bien haut son but : le renversement de la domination ca-pitaliste et la construction du so-cialisme.

d'ordre de notre programme d'action (plan ouvrier de production, contrôle ouvrier, expropriation sans indemnité ni rachat des banques et des trusts, milices populaires préparant l'armement général du peuple, comités d'ouvriers, de paysans et de soldats, fraternisation avec les ouvriers et les soldats de tous les pays), la fin de sa sanglante domination sera proche. De toute nécessité il lui faut dès maintenant frapper et désorganiser l'avant-garde. Ainsi les larges couches ouvrières sans guide seraient livrées à Elle sait que, lorsque les masses res sans guide seraient livrées à populaires auront fait leurs les mots sa merci.

...et frappe les ouvriers révolut onnaires

Si elle vise notre parti, comme fraction la plus consciente et la plus organisée du prolétariat, la répression bourgeoise s'abat dès maintenant dans les usines sur les ouvriers révolutionnaires ou simplement oppositionnels, membres ou non du P.C.F., car le capitalisme est incapable de remédier aux maux provoqués par sa guerre et d'accorder la moindre concession.

On reproche à ces ouvriers d'être trotskystes, ce dont bien souvent ils n'avaient pas conscience. Et ce n'est pas totalement inexact car les trotskystes constituant le seul partiqui défende les intérêts ouvriers,

Les mouchards hors des rangs ouvriers

Il est impossible de taire cette complicité, elle apparaît clairement dans l'affaire Amiot, puisque les responsables syndicaux de l'usine (membres du Parti communiste français) ont caché les arrestations aux ouvriers et n'ont rien fait pour aider les emprisonnés, ce qui est une tâche primordiale d'une direction syndicale.

Le dégoût saisit tout travailleur honnête devant la collusion infâme de ces dirigeants qui se font les

De la soumission à la trahison

Le rôle actif joué dans cette répression par les CHEFS STALINIENS n'est pas surprenant, car la collaboration de classe a sa logique.

C'est cette logique qui fit de Noske et des ministres social-démocrates allemands, en 1918, les assassins des ouvriers allemands et de leurs grands dirigeants Liebknecht et Rosa Luxembourg. En se faisant les auxiliaires des flics contre les ouvriers révolutionnaires, ces dirigeants staliniens montrent qu'ils ne sont pas de simples opportunistes mais des traitres au socialisme et à leur classe. Les ouvriers de Colom-

Mais de tels procédés de mouchardage mettent hors la loi syndicale ceux qui les utilisent, Qui sème le vent, récolte la tempête ! Les travailleurs commencent à ouvrir les yeux et prennent conscience de la trahison de leurs dirigeants officiels. Tôt ou tard, ils vomiront les mouchards incapables de préparer la riposte à l'offensive antiouvrière contre les salaires et le ravitaillement. Des réactions violentes, si elles ne sont pas souhaitables, seront cependant inévitables. Et rien ne fera croire aux ouvriers la thèse de la bonne foi surprise, moyen habituel de défense des traîtres.

Ouvriers, ouvrières, militants et militantes du P.C.F. I ne tolérez plus que vos dirigeants facilitent l'intrusion policière dans la lutte de l'intrusion policière de mouchards aux responsables mouchards dans toutes les assemblées générales, demandez-leur de justification production de l'intrusion policière de mouchards dans toutes les assemblées générales, demandez-leur de justification production production de l'intrusion policière de mouchards de l'antitrotskysme prépare vos arrestations qu'en témoigne les informations de l'Humanité, établit des listes de militants communistes, qui vont comptére les noires établies par les officines patronales dont l'affaire Poidebard de Lyon est un exemple entre cent autres.

Ouvriers et ouvrières syndiqués de toutes tendances, demandez des comptes aux responsables mouchards dans toutes les assemblées générales, demandez-leur de justifier leur aide à la répression poli-Hors la loi syndicale

fier leur aide à la répression pondéré de l'accusation d'hitlérisme. Ce ne sont plus seulement les trotskystes qui seraient hitlériens mais aussi les rédacteurs de Combat et plus récemment les délégués des Jeunesses socialistes réunis en congrès à Bordeaux! Dans les assemblées syndicales, responsables devant tous les ouvriers!

Exigez la libération immédiate des ouvriers emprisonnés! Inscrivez leur nom sur tous les murs!

Exigez la libération immédiate des ouvriers emprisonnés! Inscrivez leur nom sur tous les murs!

Organisez la solidarité à leurs familles par des comités de soutien!

A vouloir trop bien faire, les capitulards ridiculisent leurs propres calomnies.

Ouvriers et ouvrières syndiqués de toutes tendances, demandez des comptes aux responsables mouchards dans toutes les assemblées générales, demandez-leur de justifier leur aide à la répression policière, pour museler ceux qui n'acceptent pas leur capitulation! Exigez que les différends soient portés non devant la police bourgeoise mais devant des commissions de contrôle syndicales, responsables devant tous les ouvriers!

soit la victoire de la Révolution allemande Nous ne prétendons pas qu'il s'agit | ont

Bulletin intérieur

Prix : 2 francs

UE va faire le prolétariat allemand? Telle est la question que se posent anxieusement tous les travailleurs conscients. Pourquoi cette inertie? Auraient-ils donc raison les chauvins qui parlent d'une rééducation nécessaire du peuple allemand? Pour notre part nous considérons Pour notre part nous considérons cette conclusion comme totalement erronée. Nous nous sommes efforcés de démontrer, avec l'appui des rares informations qui filtrent à travers une double censure, comment la politique des alliés soudait le peuple allemand autour du régime en ne lui laissant entrevoir qu'un avenir nire laissant entrevoir qu'un avenir pire encore que son tragique présent et épaulait la terreur sanglante des organismes nazis pour rendre toute révolte impossible.

Nous ne prétendons pas qu'il s'agit là d'une politique maladroite des alliés, mais au contraire d'un calcul parfaitement habile et conscient. Le but visé est de terminer la guerre sans que la Révolution prolétarienne

ont poussé au pouvoir), mais une guerre impérialiste de brigandage pour la conquête des marchés, arme contre le prolétariat

Pour que la chute d'Hitler

alliés, mais au contraire d'un calcul parfaitement habile et conscient. Le but visé est de terminer la guerre sans que la Révolution prolétarienne éclate en Allemagne. On comprend sans peine ce souci de Roosevelt, de Churchill et de de Gaulle.

Les brigands impérialistes et le peuple allemand

En effet, aucun ouvrier conscient, aucun homme sérieux ne croit sur parole ces valets des trusts et de la finance lorsqu'ils parlent de « rééducation du peuple allemand. Leur guerre n'est pas une guerre idéologique contre le nazisme (qu'ils

arme contre le prolétariat allemand...

allemand...

L'hitlérisme n'est ni un fléau de Dieu, ni une création de l' « âme allemande ». C'est la rançon de la plus sanglante défaite ouvrière de l'histoire. La chute de Hitler risquait de libérer à nouveau les vagues prolétariennes écrasées en 1933 et de permettre aux travailleurs allemands de construire la république des Conseils ouvriers ébauchée en 1918 et en 1923. Les bourreaux impérialistes des peuples grec et belge ne pouvaient accepter d'être spoliés par la révolution prolétarienne des fruits de leur guerre de rapine. Et ils découvrirent cette merveilleuse arme nullement secrète : la capitulation sans conditions. Certes, en resserrant le peuple allemand derrière l'armée, elle prolongeait la guerre (mais les industriels et les banquiers y trouvaient leur compte : les « menaces de paix » n'ont-elles pas récemment créé la panique dans Wall Street ?) et, résultat essentiel, le peuple allemand n'a pas bougé. La contre-révolution a ainsi gagné la première manche. Par l'occupation militaire prolongée et par l'interdiction de toute fraternisation entre soldats alliés et travailleurs allemands elle espère gagner la deuxième manche. L'épuisement moral, la sidéra-Sur un hard

pour le PAIN et l'ECHELLE MOBILE des SALAIRES!

Sur un budget de 400 milliards, le gouvernement des trusts fait une économie... de 10 milliards en doublant le prix du pain. Le gouvernement fait payer les pauvres alors qu'il continue à ver-ser des dividendes aux actionnaires de la S.N.C.F., des Houllères et autres entreprises soi-disant natio-nalisées. Il ne saisit toujours pas-les bénéfices de guerre.

LE PAIN A 4 fr. 90 ! FAITES PAYER LES RICHES I

tion des populations allemandes occupées, qui, par peur de l'avenir, ne
songent même pas à se réjouir de la
chute de Hitler, semble donner quelque fondement à son ambition. Si
elle réussi: sait ainsi à sauver le régime capitaliste en Allemagne, soit
en maintenant dans l'hébétude et la
passivité ces masses terriblement
éprouvées, soit en écrasant un renouveau révolutionnaire, ce serait
pour elle une immense victoire sur
les travailleurs de tous les pays.

..arme contre le prolétariat mondial

Du même coup se trouverait justifiée et renforcée la politique militariste dont les travailleurs font tous
les frais : service militaire de longue durée et armée de métier, budget de guerre écrasant, bas salaires,
standard de vie abaissé. De nouveau
se vérifierait cette loi énoncée par
Lénine : un peuple qui en opprime
un autre ne saurait être libre!
Du même coup serait mise à la

Du même coup serait mise à la disposition des capitalistes une innombrable main-d'œuvre à bon marché — les prisonniers et ouvriers déportés allemands — qui, par le jeu de la concurrence, permettrait eux capitalistes d'abaisser considérablement les salaires. En effet, si les projets de « Paix » envisagéant une occupation longue (50 ans, selon le rêve de Roosevelt) et 12 ans d'administration militaire de l'Allemagne se réalisait, l'absence de gouvernement pour signer la paix permetrait de maintenir aux travaux forcés des millions de travailleurs. On conçoit tous les avantages d'un tel système pour les impérialistes. Du même coup serait mise à la

...arme contre l'U.R.S.S.

...arme contre l'U.R.S.S.

La politique de Staline envers l'Allemagne ne se distingue de celle des alliés impérialistes que par plus d'exigences et plus de férocité. N'est-ce pas lui qui réclame avec le plus d'acharnement sa portion d'ouvriers allemands déportés? N'est-ce pas lui qui, par -la bouèhe de l'ex-garde blanc Ilya Ehrenbourg, développe la pire propagande raciale? N'est-ce pas lui qui déclare dans une proclamation à la population viennoise : les chefs nazis seront graciés s'ils collaborent efficacement avec les autorités soviétiques? L'Armée rouge fait la guerre contre les Autrichiens (le nazi viennois est plus cher à Staline que le mineur de Silésie!). Une telle politique n'est pas conforme aux intérêts des peuples soviétiques et des ouvriers du monde.

On ne peut la comprendre si l'on veut ignorer que l'U.R.S.S. est aujourd'hui dirigée par une bureaucratie privilégiée dont les intérêts 'opposent d'une part à la volonté révolutionnaire des masses russes et des ouvriers du monde, d'autre part aux appétits des impérialistes.

La crainte de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et d'un renouveau de la lutte des ouvriers du monde, d'autre part aux appétits des impérialiste en guerre civile et d'un renouveau de la lutte des ouvriers de l'U.R.S.S. pour le rétablissement de la démocratie soviétique aligne la politique de Staline sur celle de la contre-révolution impérialiste. Mais cela ne signifie nullement que l'U.R.S.S. est devenue un état impérialiste. Tout au contraire la líquidation du conflit remet au premier plan un objectif que la bourgeoisie n'a jamais perdu de vue au cours de cete guerre : détruire ce qui reste des conquêtes d'octobre (Lire la suite en 2º page.)

(Lire la suite en 2º page.)

Le prix du pain est doublé. Parodi édicte une véritable parodie de mise en ordre des

salaires. Les travailleurs doivent se dresser contre cette provocation du gouvernement au service des banques et des patrons.

Ils feront du 1º Mai une journée de lutte revendicative et n'accepteront pas de suivre la décision antidémocratique du C.C.N. d'en faire une journée de travail « de choc ».

Entreprise par entreprise, syndicat par syndicat, mobilisons toutes nos forces pour contraindre les dirigeants syndicaux à

PREPARER LA GRÈVE GÉNÉRALE DU 1° MAI pour le Pain et l'Échelle Mobile

Motions, interventions dans les assemblees générales, votes de méfiance, tout doit être mis en œuvre.

Ne nous laissons pas diviser! Nombreux sont les ouvriers qui déchirent leurs cartes syndicales. C'est capituler sans combattre.

Il faut au contraire, au sein de la C. G. T., faire appel à tous les syndiqués pour qu'ils

imposent le respect de la volonté de combat des travailleurs. Il faut élaborer et unifier les cahiers de revendications que nous déposerons à la direc-

tion le 30 avril. Le 1er Mai, journée mondiale revendicative et d'Unité prolétarienne, nous appartient. Hitler et Pétain par peur de cette unité tentèrent de la transformer en une mascarade

de collaboration de classes. Aujourd'hui le gouvernement qui a pris la succession de Vichy au service de la bourgeoisie commémore sainte Geneviève, Jeanne d'Arc et Monsieur Thiers, mais veut nous obliger

à travailler le 1° Mai pour la guerre des capitalistes. Le 1er Mai nous appartient; reprenons-le aux gouvernements bourgeois, rendons-lui toute sa puissance!

Notre parti demande aux dirigeants du parti communiste français, du parti socialiste et de la C.G.T. de renoncer à préconiser le travail du 1er mai et de réaliser l'Unité d'Action de toutes les organisations ouvrières POUR LE PAIN ET L'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES. Il fait appel à tous les travailleurs pour qu'ils appuient notre action en faveur du 1er Mai de lutte revendicative et D'UNITE PROLETARIENNE! LE BUREAU POLITIQUE DU P. C. I.

APRES LA DISSOLUTION des Jeunesses Communistes

L A Jeunesse Communiste vient d'être dissoute. Son XI et dernier congrès a décidé de changer le titre de l'organisation, et ce changement de titre correspond à un changement de programme. Il y a des années — plus de dix ans — que la Jeunesse Communiste n'était plus l'organisation révolutionnaire d'avant-garde qu'elle fut, l'organisation qui lutta avec un courage exemplaire contre l'occupation de la Ruhr, contre la guerre du Marcc, contre le militarisme français, l'organisation internationaliste par excellence. Mais il ne suffisait pas aux chefs du P.C.F. d'avoir transformé les cellules des J.C. en cercles où toute activité, toute éducation politique étaient interdites. Il leur faut maintenant donner à la bourgeoisie la preuve qu'ils ne préparent pas les jeunes générations à la Révolution sociale. Et ils s'efforcent de mettre la jeunesse au service de la bourgeoisie, en formant une « Union Républicaine » sous le mot d'ordre hérité de Pétain : « Servir y. Servir qui et quoi? Si l'on ne spétific rece qu'il s'actit de savrir les des sumission à la Révolution son retentissant discours d'Ivry. Fernand Grenier qualifie ce militant de « trotskyste » et réclame son exclusification immédiate.

Servir qui et quoi? Si l'on ne spécifie pas qu'il s'agit de servir la classe ouvrière et la Révolution — et c'est ce que voulait signifier le mot Communiste — il est clair que seule la bourgeoisie trouvera son compte à une activité qui ne s'oppose pas directement et consciemment à l'exploitation capitaliste.

vioents la politique chalvine et antiouvrière préconisée par Thorez dans
son retentissant discours d'Ivry. Fernand Grenier qualifie ce militant de
« trotskyste » et réclame son exclusion immédiate.

Dans la salle, les militants demandent un vote qui seul décidera du
maintien ou de l'exclusion de leur
camarade. Ils font ressortir le fait
que ce militant communiste a été
pendant la période d'illégalité un
exemple pour tous,
Les ouvriers communistes se prononcent à l'unanimité en faveur de
leur camarade. Grenier, impuissant,
avertit la section qu'elle conserve
dans ses rangs un élément très dangereux qu'elle devra tôt ou tard exclure.
Ouvriers communistes, formez vos
groupes de discussion et d'étude

groupers communistes, formez vos groupes de discussion et d'étude pour fixer en commun une ligne poli-tique révolutionnaire et réaliser l'ob-jectif pour lequel combattait en 1934 le P.C. (S.F.I.C.) : la République Française des Soviets.



lecteurs de ne pouvoir insérer dans ce numéro notre rubrique habituelle en raison de l'abondance

Pointes rouges. . « En rev'nant d'la Revue »

« En rev nant d'la Revue »

A UCUN patriote digne de ce nom ne reprochera à de de Gaulle de promener sa grandeur qui ne se divise pas de la Concorde à l'Etoile. Quand on est général, chef de gouvernement, et que le bon peuple — comme dit la Croix — a falm, il est bon de lui offrir des parades militaires et des discours. Il est bon aussi d'invoquer sainte Jeanne et sainte Geneviève. La religion et la gloire militaire élèvent l'âme et font taire ce sacré « matérialisme sordide des masses ».

Les éternels mécontents prétendront que les combattants des journées d'août n'étaient pas conviés à la fête. Mais ils se sont assez montrés du 19 au 25 août Maintenant c'est au tour du général et de « notre admirable police » qui, elle au moins, a eu plus de discrétion alors.

Pan sur le bec!

La Vérité, dans son numéro du 7 avril, passe aux aveux ; « Ce sont les petits commerçants écrasés financièrement, les trusts, croulant sous la masse grandissante des impôts ét taxes gouvernementales... » écrit-elle. **

Certains lecteurs trop astucieux auront peut-être essayé de rétablir un oubli typographique et auront lu : « Ce sont les petits commerçants écrasés financièrement PAR lestrusts, croulant sous la masse des impôts et taxes... ».

Peine perdue, Cogniot tient la preuve cette fois que la Vérité est bien une feuille TRUS-TISTE.



Chez Morane-Saulnier **PUTEAUX**

La direction des Métaux intervient pour écarter de tout poste responsable un ouvrier qui n'est pas d'accord avec sa politique.

L'opération est couronnée aujour-d'hui par l'exclusion d'un des mem-bres de la C.E., avec l'apparence de la démocratie, en réalité sous la pression directe de tout l'appareil

bureaucratique.

La Vérité a tenu ses lecteurs au courant de l'offensive déclenchée par les dirigeants syndicaux contre les ouvriers de l'usine Morane, accusés de « gauchisme ».

Exclu de la C.E. comme « trotskyste » à la suite d'un vote, un ouvrier de l'usine Morane que la Gestapo recherchait il y a un an est maintenu à une grande majorité comme délégué par son collège électoral

comme délégué par son collège électoral.

La direction des Métaux, qui ne peut admettre la moindre opposition à sa politique de capitulation sur les salaires, délègue Nennig à l'Assemblée générale de l'usine qui réunit envison 800 ouvriers. L'ouvrier gratuitement qualifié memore de la IV Internationale proteste contre l'instauration d'une lutte politique à l'intérieur du syndicat. Très justement il montre que ces accusations sont portées contre lui uniquement parce qu'il est partisan de l'échelle mobile des salaires, parce qu'il pense qu'il faut organiser des manifestations massives pour l'amélioration du ravitaillement. Comme il le remarque, les ouvriers de l'usine sont d'accord avec lui, puisqu'ils ont voté, à l'unanimité, il y a trois mois, une résolution taxée de « trotskyste » par Nennig, dans laquelle ils demandaient à la direction syndicate de s'orienter résolument vers ces formes de lutte.

Le P.C.I. n'est pas d'accord avec le

de lutte.

Le P.C.I. n'est pas d'accord avec le camarade, quand il fait de l'apolitisme dans les syndicats Paxe de sa défense. Bien au contraire, dans les syndicats peuvent et doivent s'affronter démocratiquement toutes les tendances politiques de la classe ouvrière dans le cadre d'une discipline syndicale, que pour son compte notre parti est prêt à appliquer.

100 ouvriers de chez Morane on refusé de s'associer à la demande d'exclusion, formulée par la C.E. sous la pression de la direction des U.S. Métaux, 200 se sont abstenus et 500 ont voté Pexclusion. Nous pensons que le respect de la démocratie prolétarienne exigeait un vote à bulletin secret. Mais les militants du P.C.F. et ceux qui sont influencés par ce parti ont voté Pexclusion, parce qu'ils ne voient pas encore d'autre issue. Voter contre l'exclusion c'eût été voter contre l'exclusion c'eût été voter contre la direction syndicale. Les ouvriers ont encore confiance dans la direction syndicale paree qu'ils ne sentent pas dans l'usine une opposition organisée, développant une politique autonme de classe, prête à les soutenir et à les guider dans leur lutte revendicative. Nous savons bien que les 500 ouvriers qui ont voté l'exclusion

* A LA S.N.C.A.N. (Sartrouville)

Un grand nombre d'ouvriers refuse de payer le timbre syndical si la C.G.T. ne revise pas immédiate-ment sa décision de faire travailler le 1er mai.

* CHEZ CITROEN (Clichy)

Les délégués craignent une désaf-fection dans le syndicat de l'usine si la C.G.T. maintient sa position.

* CHEZ CITROEN (Levallois) Les ouvriers menacent de déchirer leur carte si le syndicat donne l'or-dre de travailler le ler mai.

* AUX P. T. T.

Les employés ne veulent pas faire du 1^{sr} mai une journée de choc, mais une journée *revendicative*.

* LORRAINE (Argenteuil)

Réaction très violente contre la décision de la C.G.T. Un grand nombre d'ouvriers ne veut pas travailler le 1er mai. Les anarchistes utilisent la trahison bureaucratique pour reprendre leur politique traditionnelle de séparatisme dans la C.G.T.

* CHANTIERS DE LA PLAINE

Les ouvriers se prononcent à l'unanimité contre la décision de la C.G.T. Les délégués qualifient cette position de sectaire. Les ouvriers traitent les délégués de « vendus ». Ils déchirent leur carte syndicale.

★ GNOME ET RHONE (Kellermann)

(Kellermann)

Des ouvriers déchirent leur carte.

Un vieux militant monte sur une
table et rappelle que « chaque année, le 1er mai, nos pères se sont
battus pour leurs revendications ».

Des ouvriers protestent contre la
célébration des fêtes religieuses,
alors que la C.G.T. ne célèbre même
pas la fête du travail.

Les ouvriers ne veulent ni travail.

Les ouvriers ne veulent ni travail-ler, ni récupérer.

★ INDUSTRIELLE DES TELEPHONES (15°)

La décision de la C.G.T. provoque un grand mécontentement dans l'u-

sine. Des ouvriers refusaient de prendre leur timbre syndical, y com-pris des responsables du P.C.F. La C.E. a décidé que le le mai devrait être chômé. On réunira les ouvriers en assemblée générale afin qu'ils se prononcent sur cette déci-

qu'ils se prononcent sur cette déci-sion. C'est la seule attitude démo-

★ CHEZ LES CHEMINOTS (Montparnasse) Les cheminots ne veulent pas tra-vailler le 1er mai.

SOUSCRIPTION

« Pour que soit entendue la voix de la IVº Internationale » Listes Nºº 132, 134 et 152 : Vict. 500, Jos. 100, A. 500, Se. 5.000, Fel. 50, Jac. 100, Ill. 100, L.C. 200, R.D. 100, C.D. 50, M.L. 500, R.D. 50, R.A.V. 100, M. 60 E.P. 50, M.P. 50, M.F. 50, M.M. 50, I.R. 100, X. 100, Total : 7.860 fr.

Plusieurs camarades américains, soldats et marins, de passage à Paris, ont tenu à marquer leur soli-darité avec notre parti et nous ont

remis;
St. 500 fr.; un ami de St. 500 fr.
et plus de 2.000 fr. en nature;
camarade S. 20 dollars.
« La Vérité » remercie les camarades américains pour leur geste.

Solidarité internationale.



sur le front ouvrier



La politique gouvernementale des salaires: l'organisation de la misère

VIVE L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES

comme tous les métallos de la R.P. sont d'accord pour que le syndicat retourne à une politique résolue de lutte contre le patronat.

retourne à une pontique resoure de lutte contre le patronat.

Pas un ouvrier de l'usine — y compris le secrétaire de la section syndicale, qui est un militant honnête, — n'aurait osé qualifier le camarade exclu d'hitlérien. Nennig, lui, n'hésite pas à calomnier bassement un ouvrier qu'il ne connaît même pas. Il insulta également un autre ouvrier en déclarant que : « si ce n'était pas un hitlérien, il était sur le point de le devenir ». En votant pour le canarade, les ouvriers ont voté selon Nennig, pour Hamard le renégat. C'est la dernière des insultes, la dernière des calonmnies que les ouvriers qualifiés d'hitlériens par Nennig n'oublieront pas de si tot.

Avrès son intervention venimeuse.

Après son intervention venimeuse, Nennig fait un discours de « circonstance » et critique le gouvernement. Mais quelle valeur a la critique du secrétaire du Syndicat des Métaux, membre du P.C.F., puisqu'il ne désavoue pas les ministres Lacoste, de la Fédération des Fonctionnaires, Billoux et Tillon du B.P. du P.C.F., qui approuvent sans réserve la politique d'offensive anti-ouvrière de leur collègue Parodi. Nennig peut faire des discours démagogiques, mais il condamne toutes les actions (grèves, manifestations de masses) qui fercient reculer le gouvernement à la solde des trusts.

Camarades de chez Moràne, il faut

Camarades de chez Morane, il faut organiser, dès maintenant, dans vos usines, des groupes d'opposition syndicale, confronter les opinions et élaborer en commun une plate-forme de lutte responsant

elutioner en commun une plate-forme de lutte reposant sur:

— la lutte de classes et ses méthodes d'action (manifestations, grèves);
— la démocratie prolétarienne dans les syndicats: reconnaissance du droit de tendances, libre discussion, libre confrontation des opinions politiques:

sion, libre confrontation des opinions politiques;
— l'internationalisme, soutien aux travailleurs allemands contre le nazisme et contre l'impérialisme anglosaxon, soutien aux ouvriers de tous les pays, dans leur lutte contre leur propre bourgeoisie.

Aujourd'hui vous êtes cent à vous prononcer courageusement contre la politique des capitulards. Demain, en vous organisant, vous souderez l'ensemble des ouvriers de l'usine dans la lutte revendicative!

* CHEZ PANHARD (13°)

Un grand nombre d'ouvriers re-fuse de travailler le 1° mai et refuse de prendre le timbre syndical. * A L'ASSEMBLEE DES CADRES

SYNDICAUX DE LA METAL-

LURGIE (samedi 9 avril)

A l'aide des habituelles attaques antitrotskystes, Monmousseau veut faire accepter aux ouvriers les capi-tulations successives de la direction syndicale sur les salaires et le 1er mai

Camarades ouvriers.

Les ouvriers ne veulent pas

travailler le le mai

Les résultats de la politique de collaboration de classes des chefs de la C. G. T.

des chefs de la C. G. T.

Le gouvernement de Gaulle, où siègent entre autres Lacoste, de la Fédération des fonctionnaires, Tixier, du parti socialiste, Billoux et Tillon, du B.P. du parti communiste français, vient de faire connaître son ordonnance sur la remise en ordre des salaires.

M. Parodl a précisé dans ses commentaires que « l'intention du gouvernement est que les nouveux salaires soient appliqués dans l'économie française pour un temps très long ». 20 francs de l'heure comme salaire minimum de base pour les manceuvres hommes ! Voilà les résultats de plus de trois mois de discussion à la commission nationnale des salaires entre patrons et dirigeants de la C.G.T.! Voilà pourquoi les Raynaud, Frachon, Hénaff et Cle nous demandaient de rester calmes, de ne pas débrayer, de faire conflance à nos dirigeants qui discutent... etc...

Tous les ouvriers peuvent se persuader que la tactique de collaboration de classes n'apporte que des échecs dans l'augmentation des salaires, comme pour l'amentation de l'us. Metaux s'est trompée quand elle a lancé le mot d'or-suit es salaires de la C.G.T.! Voilà pourquit l'apporte quand elle a lancé le mot d'or-suit es salaires de la C.G.T. l'apporte quand elle a lancé le mot d'or-suit es salaires de la C.G.T. l'apporte quand elle a lancé le mot d'or-suit es salaires de la C.G.T. l'apporte quand elle a lancé le mot d'or-suit es salaires de la C.G.T. l'apporte quand elle a lancé le mot d'or-suit es salaires de la C.G.T. l'apporte quand elle a lancé le mot d'or-suit es salaires de la C.G.T. l'apporte d'apporte de l'us. l'apporte de l'

Les propositions de la C. G. T.

A la commission nationale des salai-res, Raynaud a proposé 23 francs comme salaire de base. Le gouvernement des trusts n'a accepté aucune des proposi-tions confédérales, car il se moque éper-dument des discoureurs de la C.G.T., qui bayardent, tant et plus, sans oser passer

bayardent, tant et plus, sans à l'action.

Mais il n'est pas possible de passer sous silence l'intervention de Raynaud à une réunion des cadres syndicaux qui s'est tenue il y a un mois, au siège des Métaux, et où il a fait connaître les honteuses propositions du bureau confédéral à la commission.

deral à la commission.

Raymoul et les dirigeants syndicaux, en violation directe de la volonté des ouvriers, dans tous les syndicats, ont proposé de modifier les coefficients des catégories appliquées dans la convention collective de 1936.

Les propositions aboutissaient à ag-

de la C. G. T.

graver les inégalités de salaires; le maneuvre aurait touché 23 francs de l'heure et l'outilleur 42 fr. 55, c'est-à-dire qu'en prenant une boûte de la métallurgie où les manœuvres touchent 20 francs de l'heure et les outilleurs 30 francs, les barèmes d'augmentation auraient atteint 15 0/0 pour les premiers et 40 0/0 pour les outilleurs (3 francs de plus pour les manœuvres, 12 francs pour les outilleurs).

Pas un ouvrier ne peut être d'accord avec la politique de division poursuivie par les Raynaud, Saillant et Cie. Les 23 francs de l'heure minima sont une dérision devant le coût de la vie qui croît chaque jour. Dans toutes les sections syndicales, les ouvriers doivent exiger une augmentation égale pour tous, correspondant à l'augmentation demandée par les outilleurs de la métallurgie, soit de 12 francs l'heure.

les pauvres! Faire payer les pauvres!

Voilà la politique du gouvernement!

Les capitalistes, incapables d'assurer au peuple le pain, veulent lui faire endosser la failité de leur système. Le publicitaire « Emprunt de la Libération » a été une magnifique affaire pour les grosses banques qui ont encaissé, comme frais de commission, plusieurs centaines de millions. L' « assainissement » des Assurances sociales, dont les dépôts out été pillés par tous les gouvernements de Daladier à Pétain, a été opérée par l'élévation du taux des prestations auxquelles sont assujettis les salaires. M. Plèven, ministre des Finances du gouvernement de Gaulle-Tixler-Tillon, vient de faire connaître son plan il y a queiques jours.

Pour l'échelle mo

Ils pativies!

Il se résume dans une massive augmentation du prix du pain, une augmentation du prix des allumettes, du tabac, des timbres, téléphones, ainsi que par l'élévation massive des taxes sur les transactions commerciales. En réalité, ces taxes se répercutant dans l'élévation des prix de vente — autorisée par le gouvernement — vont encore amenuiser le pouvoir d'acont réduit des larges masses ouvrières et des petifes gens des villes et des campagnes. Faire payer les pauvres, voilà la poll-tique économique et sociale du gouver-nement que soutient le P.S., le P.C.F. et la C.G.T.

Pour l'échelle mobile des salaires

Pour l'échelle mobile des salaires

Les patrons et leur gouvernement exbiquent que l'augmentation des salaires
entraîne automatiquement la hausse des
prix et qu'il ne peut pas en être autrement. Les ouvriers ne peuvent accepter
cet argument pour diverses raisons :

1º K. Marx a démontré, depuis longtemps, que le travail salarié est la
source unique de toute valeur nouvelle.
Cette valeur nouvelle, les patrons la répartissent, pour une partie, sous forme
de salaires et, pour l'autre partie, sous
forme de plus-value, source de tout bénéfice. Les prix de vente des produits
restant stables, l'augmentation des salaires aboutirait donc uniquement à diminner la fraction que les patrons affectent à leurs bénéfices. Les prix de vente
augmentant, elle aboutirait uniquement
à maintenir le taux des bénéfices empochés.

Mais les cupitalistes au venient auch 10 K. Marx a démontré, depuis longemps, que le travail salarié est la
ource unique de toute valeur nouvelle,
les patrons la répartissent, pour une partie, sous forme
le salaires et, pour l'autre partie, sous
forme de plus-value, source de tout béséfice. Les prix de vente des produits
estant stables, l'augmentation des saentes aboutirait donc uniquement à dininuer la fraction que les patrons affecent à leurs bénéfices. Les prix de vente
maintenir le taux des bénéfices enmaintenir le taux des bénéfices enmine que les capitalistes seuls supportent les conséquences d'une guerre qu'ils
ont voulue et préparée.

Expropriation de tous les bénéfices de guerre!

Pour lutter contre la vie chère, trons pour voir quel est le prix faut imposer l'échelle mobile de vente réel des produits. Il faut des salaires. A chaque élévation du condamner les propositions du bucoût de la vie doit correspondre reau confédéral et exiger que le une élévation équivalente des sa-pourcentage d'augmentation des

sur l'indice des salaires soit le même pour tous. prix. Pour calculer cet indice, au- A bas les manœuvres de divi-cune confiance ne doit être faite sion! Unité du front ouvrier dans

Faisons du 1er mai une puissante

Le ravitaillement des cantines et des grands centres urbains

* CHEZ PANHARD

Les camarades de la coopérative ont trouvé en province 100 tonnes de oommes de terre, et viande à vo-ionté. Le ministère du ravitaillement eur refuse les bons de déblocage et es bons de transport.

* A LA GENERAL MOTORS S.A. A la suite d'un repas insuffisant, les ouvriers débrayent sans avertir la direction syndicale, La grève dure trois heures. Un responsable vient arbitrer le conflit local et réunir l'assemblée générale. Les ouvriers décident l'organisation d'une délégation au ministère du ravitaillement. Ils désignent un certain nombre d'ouvriers qui assureront à tour pre d'ouvriers qui assureront à tour rre d'ouvriers qui assureront à tour le rôle la surveillance du décharge-nent des marchandises, la compo-ition des menus et le contrôle des

Jouhaux est une victime de la répression nazie.

Si Jouhaux est victime de la répression nazie ce n'est certainement pas pour son action clandestime comme le communiste J.-P. Timbaud et les trotskystes Guéguen et Bourihis tombés à Châteaubriant.

Si Jouhaux est afteaubriant.

Si Jouhaux est étaubriant.

Si Jouhaux est étaubriant.

Si Jouhaux est afteaubriant.

Si Jouhaux est emprisonné en Allemagne, il Pest au même titre que Daladier, Raynaud, Gamelin, et Pétain lui-même, au titre de défenseur de l'impérialisme français!

En 1914, Jouhaux s'enveloppait dans les plis du drapeau tricolore, reniait l'internationalisme et la lutte de classe au nom de la défense succée du territoire... et des banques.

En replaçant Jouhaux au poste de secrétaire général de la C.G.T., les Hénaff, Racamond, Frachon, font la preuve que rien ne les sépare plus de ce serviteur endurci de la bourgeoisie. Au même titre que Jouhaux, ils sont devenus les valets de la bourgeoisie, en capitulant sur toutes les revendications essentielles des masses laborieuses, en prêchant, au grand profit des patrons:

« Travaillez d'abord, Revendiques ensuite », qu'il faut truduire: travaillons toujours, ne revendiquons jamais!

Mais les syndiqués ne veulent pas vaillons toujours, ne revendiquons jamais! Sur syndiqués ne veulent pas de Jouhaux. Les syndiqués veulent têtre consultés sur les décisions prises par leurs dirigeants. Les syndiqués demandent dans chaque section syndiques demandent dans chaque section syndiques dicale un vote à bulletin secret sur le maintien ou le rejet de Jouhaux. Il faut que se réunisse au plus tôt un congrès de la C.G.T. qui a seul autorité pour désigner le Secrétaire général. A la porte, Jouhaux! repas.

Notre délégation a obtenu un stock de démarrage de 27 kilos de beurre.
Deux jours après, du lapin en sauce figurait au menu.

* A RENNES

Le 30 mars, les cheminots ont dé-brayé pour protester contre l'insuf-fisance du ravitaillement. Ils ont en-voyé une délégation à la préfecture.

* LES MENAGERES A L'ACTION Les ménagères d'Argenteuil, d'Ar-pajon et de Saint-Germain-en-Laye ont tenu des meetings de protesta-tion contre l'insuffisance du ravi-

A Mantes-Gassicourt, plus de 5.000 ménagères ont manifesté le 28 mars devant la sous-préfecture pour le ravitaillement.

Pour résoudre la crise du logement :

Réquisition des immeubles bourgeois

* A PARIS

Dans un immeuble du faubourg Saint-Martin, habité en majorité par des réfugiés, le propriétaire profite de la situation des locataires et de la crise du logement pour décréter des augmentations de loyer selon son humeur du jour.

Après une augmentation abusive et illégale qui tendait à congédier les locataires réficents pour relouer au tarif majoré (et moyennant une importante indemnité de reprise!), les habitants de l'immeuble refusèrent de payer l'augmentation et refusèrent aussi d'évacuer leur domicile sans l'intervention de la police. Parmi ces locataires se trouve une famille de réfugiés espagnols. Leur nationalité provoque un certain nombre de difficultés. Le vautour exploite cette situation en majorant fortement leur loyer.

ploite cette situation en majorant for-tement leur loyer.

Il faut exiger la réquisition des immeubles bourgeois où des mé-nages sans enfants se prélassent dans de magnifiques appartements de 5 à 6 pièces au profit des fa-milles ouvrières, des sinistrés, des déportés et prisonniers qui revien-nent.

nent.

Il faut un plan de production où figurera en premier lieu la construction de grands immeubles sains et modernes pour loger les familles ouvrières.



18 ET 21 AVRIL 1917.— Les ou-vriers de Petrograd manifestent dans les rues sous la direction des bol-cheviks contre la politique militariste du gouvernement provisoire qui pré-pare une offensive.

la chute d'Hitler... (Suite de la première page.)

Pour que

A LA PORTE, JOUHAUX!

Congrès de la C.G.T.!

Le Comité Confederat Automas décide unanimement le maintien de Léon Jouhaux au secrétariat général de la C.G.T. Cette décision, prise sans consulter la base, a pro-voqué un gros émoi dans la classe

ouvrière.

Jouhaux le social-chauvin, Jouhaux le réformiste contre lequel vitupérait avec juste raison l'Huma en 1934, Jouhaux responsable de l'échec de la grève de novembre 1938.

C'est ce personnage cent et mille fois vomi par la classe ouvrière que le C.C.N. choisit pour représenter 4.500.000 syndiqués.

Les dirigeants confédéraux justifient cette décision par le fait que Jouhaux est une victime de la répression nazie.

Si Jouhaux est victime de la ré-

Comité Confédéral National

(Suite de la première page.)
1917 et réintégrer les territoires de
l'U.R.S.S. au système capitaliste.
De nombreux ouvriers communistes voyaient dans la politique de capitulation sans conditions une garantie contre un renversement d'alliance
antisoviétique. Rien n'est plus faux.
Ils peuvent constater aujourd'hui
qu'en écartant la possibilité de renversement de Hitler par le peuple
allemand lui-même, elle permet la
réalisation d'un véritable front antisoviétique.
Comment nier en effet un accord,

comment nier en effet un accord, fût-il tacite, quand on voit l'étatmajor allemand dégarnir le front de l'ouest pour renforcer le front de l'est, laissant les armées d'Eisenhower foncer de toute la vitesse de leurs blindés. Aux accords qui devaient être conclus à San-Francisco se trouvera ainsi substituée une situation de fait, aussi favorable que possible aux brigands impérialistes. L'impérialisme allemand, quoique battu militairement, joue et continuera à jouer son rôle dans le front antisoviétique.

Nous avions raison d'expliquer que le seul allié réel de l'U.R.S.S. (et non de sa direction bureaucratique et parasitaire) est le prolétariat mondial. Et l'on ne peut qualifier que de criminelle la politique de Staline lorsqu'il interdit la reconstruction des syndicats dans l'Allemagne occupée par l'Armée rouge.

Les « rééducateurs » du peuple allemand

Une nuée de théoriciens préten-tieux proposent à qui veut entendre des plans mirifiques de rééducation du peuple allemand. Mais qui, en du peuple allemand. Mais qui, en dehors du prolétariat allemand, peut réaliser cette tâche? Quelle force peut « extirper les survivances de l'hitlérisme », les organisations terroristes comme le Werwolf, le désespoir des classes moyennes si ce n'est la révolution socialiste? Rien ne sera « extirpé » avant que la domination des patrons du sinistre Hitler, les capitalistes allemands, ne soit jetée à bas.

Solidarité avec le prolétariat

Ainsi l'intérêt le plus direct de tous les travailleurs du monde leur dicte impérieusement un devoir de solidarité avec le profétariat allemand. C'est la tâche immense et glorieuse de la IV° Internationale de proclamer cette vérité haut et clair face aux vieilles internationales fall-

Les barricades de Lubeck, de Kiel et de Hambourg sont un avertissement pour tous. Malgré les efforts conjugués de Hitler et des alliés, le peuple allemand secoue ses membres engourdis. Pour la défense de notre pain et de nos libertés, pour la défense de l'U.R.S.S., travailleurs de France, mettons tout en œuvre pour lui permettre de se redresser de toute sa taille.

Il ne s'agit pas de manifester un

te sa taille.

Il ne s'agit pas de manifester un nternationalisme humanitaire et larmoyant. C'est une tâche concrète et urgente qui se pose : rendre confiance aux ouvriers allemands, manifester notre solidarité active, donner l'exemple de la lutte de classes intransigeante contre notre propre bourgeoisie, être les artisans de la fraternisation entre soldats alliés et travailleurs allemands. A l'œuvre pour la construction des Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe qui feront de cette guerre la dernière folie sanglante du capitalisme!

FAVRE.

P.-S. — L'éditorialiste de Libertés substitue au mot d'ordre d'Etats-Unis Socialistes d'Europe le misérable projet d'une Fédération européenne des nations capitalistes, ré-édition utopique à l'échelle de l'Europe de la S.D.N. faillie. Les lecteurs de Libertés méritalent mieux que cette péle menticateires

cette pâle manifestation sociale-pa-triote.



PEDERATIONADLIVES Y Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Echelle mobile des salaires!

Les ouvriers de chez Guerif et Flereau, passant au-dessus de la direction syndicale, ont envoyé leurs délégués auprès de la direction. Ils ont obtenu une augmentation d'un franc de l'heure.

* A BORDEAUX

Chez Mortier, les ouvrières dé-brayent 1 h. 30 pour protester con-tre les tentatives de la direction d'imposer un travail aux pièces à un tarif inférieur à celui du travail à la journée : la direction a dû reviser les prix.

Les ouvrières doivent maintenant exiger, par la seule arme efficace dont elles disposent — la grève — le retour au travail à la journée.

* DANS LES CUIRS ET PEAUX A Bordeaux, les ouvriers de la chaussure et en particulier ceux qui appartiennent aux petites entrepri-ses, touchent des salaires inférieurs ses, touchent des salaires inférieurs à ceux en vigueur dans les autres régions de France :

régions de France :
Salaires horaires moyens :
Marseille : 21 fr.
Lyon : 21 fr.
Bordeaux : hommes, 16 fr. 80 ;
femmes, 14 fr.
Les ouvriers de la chaussure doivent, au sein de leur section syndicale, mener la lutte pour exiger le contrôle ouvrier sur la fabrication et la répartition des chaussures, un salaire unique, en rapport avec le coût de la vie, et garanti par l'échelle mobile des salaires.

* CHEZ PANHARD

Sous la pression des travailleurs qui exigent l'application de l'échelle mobile des salaires, le bureau syn-dical réunit les ouvriers par atelier.

A la suite de ces réunions, il décide de faire circuler dans l'usine une petition pour : 1) un salaire de base minimum de 23 francs;

2) l'application de l'échelle mobile des salaires.

* CHEZ CITROEN (Levallois)

Une vingtaine d'ouvriers de l'atelier de démontage ont débrayé pendant une heure pour protester contre les temps qui leur sont alloués. Les délégués se sont heurtés au refus de la direction. Ils ont repris le travail sans obtenir satisfaction.

Malgré l'accord passé entre la di-rection et le syndicat portant sur le respect des temps actuels tant qu'une modification d'outillage n'in-terviendrait pas, les chronométreurs descendent dans l'atelier pour revi-ser les analyses de travail.

ser les analyses de travail.

Les ouvriers mécontents menacent de déclencher une grève. La C.E. intervient auprès de la direction qui recule. Les chronométreurs ne remettent plus les pieds dans l'atelier!

L'augmentation de salaire dérisoire que vient de nous accorder le gouvernement est cent fois dépassée par une montée vertigineuse du coût de la vie et des impôts. Le pouvoir d'achat de la classe ouvrière diminue chaque jour. La seule mesure

nue chaque jour. La seule mesure qui permette de réduire l'écart entre les salaires et les prix, c'est l'échelle Le 30 avril, déposez votre cahier de revendications sur lequel figurera en premier lieu l'échelle mobile des

salaires.

Il faut, pour faire aboutir cette revendication essentielle, imposer aux dirigeants de la C.G.T. la grêve revendicative le 1°r mai.

La lutte pour les salaires | La lutte pour le pain

La bureaucratie gouvernementale organise la famine!

Le directeur de l'approvisione-ment Escole convoque le directeur de l'organisme de répartition des légumes secs (C.C.R.), M. A., pour lui demander d'amener à Paris les haricots stockés en Bretagne. M. A. alerte la S.N.C.F. qui répond :

— D'accord, nous vous envoyons de wagons.

— 20 wagons suffisent, rétorque M. A.
— Un train se compose de 40 wagons.
— Je sais, cher monsieur, mais je n'ai besoin que de 20 wagons, précise M. A., je les accrocherai par exemple à 20 wagons de pommes de terre.
— Impossible, lui est-il répondu, après consultation des services ministériels des transports. Le règlement n'aitorise pas la constitution de trains mixtes légumes secs-pommes de terre. Tout l'un ou tout l'autre.

C'est-à-dire rien du tout!

Les légumes resteront en Bretagne!

Tournemaine, secrétaire de la fédération des cheminots déclarait qu'il était possible, même dans la fédération des cheminots déclarait qu'il était possible, même dans la période présente, d'acheminer régulièrement ces trois trains vers la capitale . 400 tonnes de beurre pour assurer une distribution de 100 grammes par personne, 1.500 tonnes de viande pour allouer à chaucun une ration de 250 grammes. La fédération des cheminots déclarait qu'il était possible, même dans la période présente, d'acheminer régulièrement ces trois trains vers les diuts alimentaires vers les grands uits alimentaires vers les grands centres urbains. Certains quotidiens affirment que s'il appoulation parisienne est mai ravitallée, la responsabilité en in-ouve de la première semaine de mars, 136 camions de farine èt de sucre arrivaient à Paris. A la fin de la sournée, on avait déchargé seulement 33 camions. Les camionneurs de triburdie de traine de terre.

On nous signale d'autre part que certains camionneurs n'ont pas recur leux garage. Car sans ordrea de livrés par la S.A.T.A.R. — seul organisme accrédité à cet effet — les défaution de commineurs passent chaque jour à votre disposition. Les disposition par leur de de la plus de l'elle de la féderation des cheminots déclarait qu

Ne déchirez pas vos cartes syndicales. Cotisez régulièrement! Déchirer sa carte c'est capituler sans combattre, c'est s'avouer vaincu d'avance. Il faut, dans le cadre de l'action syndicale, contraindre la direction à reviser sa décision. Il faut la contraindre à proclamer le 1er mai, fête du travail, journée chômée.

Un ouvrier de l'usine Caudron manifeste son désaccord. Il est qualifié de « traître » par une déléguée. L'ouvrier répond : « Si on ne peut pas exprimer son désaccord sans être qualifié de traître, c'est qu'il n'existe plus de démocratie dans les syndicats. »

calculée laires, aux organisations officielles ; il la lutte pour l'échelle mobile des faut exiger que la C. G. T. éta- salaires ! blisse un indice qui sera commu-